

lue devant la crise du Proche-Orient—attitude justifiée, d'ailleurs, à mes yeux—avait montré la même réserve en face des gros industriels de notre propre proche-orient, il nous aurait soumis cette année un tout autre programme. Je suis sûr que ce programme a été élaboré en l'absence de l'honorable ministre de la Marine et des Pêcheries (M. Lapointe) pendant que l'honorable ministre de l'Intérieur (M. Stewart) sacrifiait tout sommeil à perfectionner son célèbre régime d'immigration et avant le départ de l'honorable ministre de la Justice (sir Lomer Gouin) pour la province de Québec où l'appelait cette petite querelle de famille.

Personne ne niera que le peuple du Canada ne s'intéresse aujourd'hui d'une façon vitale—et, dirai-je, éclairée—aux questions d'économie sociale. Les producteurs du Canada en général, et les agriculteurs de l'Ouest en particulier trouvent étrange cette baisse rapide dans le cours des denrées qui n'a pas eu pour corollaire une réduction correspondante dans celui des articles de fabrication.

Je ne veux point importuner mes honorables collègues avec de longues citations, ni les ennuyer avec des statistiques, mais afin qu'ils puissent bien saisir la signification de cette déflation on me permettra de citer ce qui suit :

Le 1er novembre 1919, un cultivateur avait besoin de 38 boisseaux de froment n° 1 du nord, pour acquitter une dette de \$100; le 1er novembre 1922, il lui fallait 95 boisseaux. S'il payait en avoine, il lui fallait 117 boisseaux Canada western et 200 livres en 1919 et 218 boisseaux en 1922, ou bien s'il s'agissait d'orge, 67 boisseaux en 1919 et 190 boisseaux en 1922. Un homme faisant de la culture mixte pouvait il y a quatre ans payer les cent dollars en donnant 952 livres du meilleur bœuf de boucherie; en novembre dernier il lui aurait fallu 1,818 livres. S'il vendait des porcs, 654 livres du meilleur choix auraient suffi pour solder sa dette en 1919, mais en 1922, il fallait 1,025 livres. Autrement dit, un dollar de produits agricoles à la date du 1er novembre 1922 équivalait, il y a quatre ans, à \$2.50 pour le blé, \$1.94 pour l'avoine, \$2.85 pour l'orge, \$1.90 pour les bêtes à cornes et \$1.56 pour les porcs.

Ce qui intéresse les agriculteurs de l'Ouest, ce n'est pas seulement la diminution de la valeur des produits de la terre, mais le problème du prix de revient qui est intimement lié à cette diminution de valeur. Je dis que lorsqu'il s'agira d'étudier sérieusement les moyens d'acquitter notre dette publique—je ne suis pas sûr que cela se fasse sous ce ministère—on sera forcé de conclure que cette dette ne peut être acquittée que par l'écoulement à l'étranger de l'excédent de notre production agricole. D'après ce que je peux voir, il n'existe pas d'autre moyen. Or, étant arrivés à cette conclusion, nous nous rendrons compte que pour écouler avantageusement nos produits à l'étranger, il faut avant tout libérer

[M. Hoey.]

l'agriculture des difficultés dont souffre actuellement cette industrie.

Le très honorable leader de l'opposition (M. Meighen) a découvert qu'il y avait un rapport entre le prix de 65 ou 75 cents du blé de l'Ouest et la situation précaire sinon chaotique de l'Europe. Mais dans l'admirable discours qu'il a fait, je n'ai rien entendu qui puisse me faire croire qu'il a saisi le rapport existant réellement entre les deux. Mes honorables collègues se rappellent les trois grandes luttes qu'eut à soutenir la Grande-Bretagne au dix-neuvième siècle: d'abord, celle de la deuxième décennie, ensuite, la guerre de Crimée, vers le milieu du siècle, et enfin la guerre de l'Afrique du Sud. A la suite de la première, il y eut des émeutes de gens qui demandaient du pain et la situation était indescriptible. Après la deuxième, au milieu du siècle, ce n'était partout que hideuse misère, gêne et pénurie; des hommes couraient les rues en criant pour avoir du pain. Après la guerre de l'Afrique du Sud, la situation ne fut pas tout à fait aussi grave, grâce à la politique libre-échangiste de la Grande-Bretagne. C'est tout cela qui a fait prédire à l'auteur, Norman Angell, que si les nations modernes se lançaient dans une guerre de quelque durée au commencement du vingtième siècle, cette guerre serait suivie de l'effondrement complet de la civilisation moderne. Eh bien, la lutte a eu lieu et maintenant que nous sommes dans la période d'après-guerre, il n'y a pas d'émeutes causées par la faim en Europe. Il y a un ou deux faits saillants que ces prophètes—dirai-je ces prophètes de malheur—avaient oubliés. C'est tout d'abord le nerf et le courage de la classe agricole, de celle surtout du continent américain. Ils avaient oublié aussi le concours des circonstances,—et cela d'autant plus facilement qu'ils ne pouvaient le prévoir—qui a forcé le producteur américain à s'astreindre à un travail d'autant plus acharné que l'instinct de conservation l'y contraignait. Or, l'énergie ainsi déployée est le seul trait de cette période critique qui commande l'admiration. Je vois l'agriculteur canadien déprimé, découragé, mais cependant héroïque, travaillant et peinant de plus en plus pour nourrir le monde et sauver même la civilisation. L'agriculteur canadien nourrit aujourd'hui l'Europe à un prix bien inférieur au prix de revient.

Que dire maintenant du côté tragique? Les gens qui reçoivent nos produits disent, en substance: Les produits à bon marché que nous obtenons à un prix inférieur au prix de revient joints à notre bon régime industriel nous permettent de fabriquer des articles à moins de frais qu'il n'en coûte pour les fabriquer chez vous. Et à cela que répondons